



Built to Lead

Pour publication immédiate : 3/28/2016

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE QUE LES AGENCES DES FORCES DE L'ORDRE RECEVRONT UN ÉQUIPEMENT DE POINTE POUR L'APPLICATION DES LIMITATIONS DE VITESSE

L'État de New York investit plus de 343 000 dollars pour fournir des nouveaux radars à 235 départements de police et bureaux de shérif

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui un investissement de l'État de New York de plus de 343 000 dollars pour remplacer des appareils dépassés pour l'application des limitations de vitesse et fournir des nouveaux radars à 235 départements de police et bureaux de shérif. C'est la première fois en près de deux décennies que l'État accorde un financement de technologie, qui permettra aux agences de mieux cibler les conducteurs dangereux afin de rendre les routes plus sûres pour les automobilistes et les passagers.

« Les excès de vitesse et la conduite dangereuse causent bien trop de tragédies inutiles, **a déclaré le Gouverneur Cuomo**. Nous sommes fiers d'aider nos agences des forces de l'ordre à obtenir les outils et l'équipement dont elles ont besoin pour lutter contre ce comportement dangereux sur nos routes et ainsi sauver des vies. »

En 2014, plus de 28 000 accidents de la route ont été attribués à des excès de vitesse à New York, dont 280 ont donné la mort et 1 661 ont engendré des blessures graves. En général, chaque radar coûte au moins 1 500 dollars, un coût habituellement pris en charge par les agences locales. Bien que des subventions d'État et fédérales soient souvent disponibles pour toute une série d'équipements et de technologies de police, on accorde rarement des financements pour des appareils d'application des limitations de vitesse.

Le besoin de nouvelle technologie a été identifié par l'Unité technologique de sécurité autoroutière de la Division des services de justice pénale (DCJS) de l'État, qui réalise chaque année des travaux d'entretien et de réparation sur environ 5 500 radars utilisés par les agences de l'ensemble de l'État. Lors de ces travaux, réalisés gratuitement pour les agences, les techniciens ont déterminé qu'un grand nombre de ces appareils coûtaient trop cher à réparer, que d'autres ne disposaient pas d'une mise en marche immédiate et que certains étaient trop imposants pour les nouveaux véhicules de police, limitant ainsi leur utilisation.

Michael C. Green, Commissaire exécutif adjoint de la DCJS, a déclaré : « Les agences de police doivent prendre des décisions difficiles lorsqu'ils doivent dépenser leurs ressources limitées. Toutefois, nos techniciens se sont rendus compte que la réparation d'anciens appareils technologiques n'était plus pratique ou rentable. Ce programme est un exemple de l'utilisation de l'expertise et des ressources de l'État pour soutenir les agences des forces de l'ordre locales. »

Le dernier financement d'État pour des radars pour les agences de police locales remonte à 1999. L'Unité technologique de sécurité autoroutière de la DCJS distribue les appareils au cas par cas afin d'éliminer ceux qui doivent absolument être remplacés. Lorsque les agences apportent un appareil à entretenir, les techniciens de l'Unité technologique de sécurité routière remplacent ceux qui coûteront trop cher à réparer et ceux qui sont dépassés. La distribution se poursuivra durant toute l'année, avec les agences recevant un appareil chacune. Les appareils à remplacer ont en moyenne vingt ans.

À ce jour, 22 agences ont reçu un nouveau radar : il s'agit des départements de police de Cicero, Delhi, Fulton, Gowanda, Guilderland, Ithaca, Mt. Pleasant, South Nyack-Grandview et Whitestown ; des bureaux du shérif des comtés de Clinton, Érié, Franklin et Hamilton ; de la Police des parcs d'État de New York de Bear Mountain, de Long Island, de la Ville de New York et de Niagara Falls ; de la police du Département de la protection de l'environnement de l'État région 4 ; de l'Autorité des transports métropolitains ; et des départements de police de SUNY Canton, SUNY Delhi et SUNY Plattsburgh.

Stephen W. Connor, Président de l'Association des chefs de police de l'État de New York et Chef de la Région Nord de la MTA, a déclaré : « L'application des limitations de vitesse est l'une des principales responsabilités des départements de police locaux, car elle permet d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons au sein de nos communautés. Mais l'achat d'équipement de pointe peut coûter très cher : les agences et les municipalités établissent toujours des priorités d'achat afin de dépenser l'argent du contribuable avec sagesse. Nous sommes reconnaissants envers le Gouverneur Cuomo pour ce financement prioritaire et nous apprécions l'expertise que l'Unité technologique de sécurité autoroutière de la DCJS offre gratuitement aux agences de police de l'État. »

Christopher Farber, Shérif du Comté d'Herkimer et Président de l'Association des Shérifs de l'État de New York, a déclaré : « Tous les officiers de police ont besoin de disposer d'un équipement fiable et efficace afin d'appliquer efficacement nos codes de la route. Il arrive bien trop souvent que les infractions routières, particulièrement les excès de vitesse, engendrent des accidents de la route, des blessures et la mort d'automobilistes ou de piétons innocents. Le budget des comtés est limité pour le soutien et le service à tous nos habitants, toute aide de l'État est donc la bienvenue pour augmenter notre capacité à appliquer le code de la route. Nous apprécions les efforts du Gouverneur Cuomo et de son équipe d'application de la loi qui permettent à de nombreuses agences de police d'obtenir de nouveaux radars nécessaires. »

L'équipe de l'Unité technologique de sécurité autoroutière calibre, teste et certifie chaque appareil avant de le remettre aux agences ; les nouveaux radars deviennent alors la propriété du département qui les reçoit. L'Unité technologique de sécurité routière offre ses services à environ 420 agences de police chaque année.

Les départements de police et bureaux de shérif des villes et villages, ainsi que la police de la SUNY, la Police des parcs de l'État, la Police du DEC de l'État et de la MTA sont éligibles pour le remplacement d'appareils. La Police d'État new-yorkais ne l'est pas, car cette agence entretient ses propres appareils.

La Division des services de justice pénale de l'État de New York (www.criminaljustice.ny.gov) est un organe de soutien de justice pénale polyvalent ayant une variété de responsabilités, notamment la formation des forces de l'ordre, la collecte et l'analyse des données criminelles à l'échelle de l'État, la maintenance des informations sur les antécédents criminels et des fichiers d'empreintes digitales, la surveillance administrative de la banque de données ADN de l'État en partenariat avec la Police de l'État de New York, le financement et la supervision des programmes de mise à l'épreuve et des services correctionnels communautaires, l'administration des fonds fédéraux et d'État de justice pénale, le soutien des organes liés à la justice pénale dans l'ensemble de l'État et l'administration du Registre des délinquants sexuels de l'État.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber| press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418